

De quoi la France Insoumise est-il le nom ? - Sur le parcours de Jean-Luc Mélenchon

mercredi 26 avril 2017, par [BEKHTARI Grégory](#) (Date de rédaction antérieure : 23 avril 2017).

Sommaire

- [Aux origines du projet France](#)
- [Un tournant populiste assumé](#)
- [Un programme sur le thème de](#)
- [Une campagne à rebondissements](#)
- [Où va la France Insoumise ?](#)

Aux origines du projet France Insoumise

Du départ du Parti Socialiste à l'échec de l'expérience du Front de Gauche

Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France Insoumise (FI) aux élections présidentielles françaises de 2017, est un ancien sénateur du Parti Socialiste (PS) et chef d'un courant minoritaire situé à la gauche de ce parti. Il rompt en 2008 avec la section française de la II^e Internationale pour créer le Parti de Gauche (PG) - avec Die Linke pour modèle à l'époque - et fonder le Front de Gauche (FDG) en alliance avec le Parti communiste français (PCF) et la Gauche unitaire (GU) dans le but de proposer une alternative à gauche au PS. Sa trajectoire vers la gauche est marquée dès le départ par son opposition aux politiques économiques et sociales de l'Union européenne qui s'appuient sur des traités et des directives ultralibérales systématiquement soutenus par le PS. En 2005 en effet, au nom de son courant minoritaire et contre la direction du PS, il mène une campagne unitaire victorieuse pour le Non au référendum organisé sur l'adoption du Traité Constitutionnel européen (TCE), déjà en alliance entre autres avec le PCF et la Ligue communiste révolutionnaire (ancêtre du NPA). Le laboratoire politique qu'a constitué cette bataille gagnée a sans doute rendu crédible pour lui la possibilité qu'une nouvelle force existe en dehors du PS en affirmant une ligne réellement de gauche et à vocation majoritaire.

En 2012, Jean-Luc Mélenchon est le candidat du FDG pour les élections présidentielles. A l'issue d'une campagne active et populaire, au cours de laquelle de nombreux meetings tenus en plein air se transforment en rassemblements de plusieurs dizaines de milliers de personnes, il obtient 11% des voix. Un score décevant au regard de la dynamique ascendante de la campagne, qui avait trouvé un écho important auprès des gens qui avaient participé aux mouvements sociaux de résistance durant le mandat de Nicolas Sarkozy. Aux législatives, les députés FDG élu-e-s sont peu nombreux. L'hypothèse d'adhésion directe à ce mouvement est rapidement abandonnée et le capital issu de la campagne présidentielle progressivement dilapidé. Force d'inertie et désaccords stratégiques empêchent le FDG, dont Jean-Luc Mélenchon est le porte-parole, de se développer. Les conflits se multiplient entre le leader du PG et la direction du PCF, qui entretiennent une bataille pour l'hégémonie. Jean-Luc Mélenchon justifie alors son refus du compromis dans le cadre collectif de décision et d'action qu'est le FDG par son opposition aux alliances de gestion dès le premier tour avec le PS que le PCF continue à privilégier aux élections locales dans l'espoir de sauvegarder son

appareil.

Dans le même temps, le mouvement syndical et social peine à mobiliser pour contester les contre réformes successives (retraites, Pacte de Responsabilité, loi Macron) imposées par le gouvernement socialiste. En février 2016, Jean-Luc Mélenchon annonce publiquement sa candidature à l'élection présidentielle, sans en avoir discuté auparavant avec ses partenaires du FDG, le PCF et Ensemble ! (E !). Il rejette l'idée, soutenue au même moment par le PCF, de participer à l'organisation d'une « primaire de la gauche ». Cette primaire est portée au débat, selon des configurations différentes, aussi bien par des personnalités de la société civile - dont Thomas Piketty - mécontentes du bilan du mandat de Hollande que par la direction du PS qui cherche un moyen de légitimer le fait que le président en exercice se représente alors qu'il a atteint des sommets inégalés d'impopularité. En présentant son nouveau projet politique dénommé « France Insoumise », Jean-Luc Mélenchon acte le fait que l'expérience du FDG est révolue pour lui.

Un tournant populiste assumé

Aux journalistes qui lui demandent qui le soutient le soir même de son annonce, le candidat répond : « Des convictions, c'est le plus important, et peut-être le peuple français. Il ne peut rien faire de tout ce que je viens de dire tant qu'il est ficelé dans les traités européens. »

Jean-Luc Mélenchon s'inspire en effet explicitement des théories d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, qui le soutient officiellement, en reprenant les formules déjà utilisées par Podemos : le « peuple » contre la « caste » ou « l'oligarchie ». Ce parti pris est exposé clairement dans ses livres comme *L'ère du peuple* ou le *Choix de l'insoumission*. Il ne veut ainsi plus employer le terme de « gauche », qu'il dit corrompu par le bilan du PS au pouvoir et rendu inaudible à une échelle de masse. Ce discours se retrouve dans son positionnement d'homme politique qui s'adresse directement à la population, sans l'intermédiaire d'un parti politique et de ses instances de décision, pas même celui dont il est toujours membre, à savoir le PG. Il privilégie plutôt la constitution de la France Insoumise, un mouvement nouveau, sans structure élue, et dont la cellule de base est le « groupe d'appui » local à sa candidature.

Les citoyens sont d'abord appelés à rejoindre ce mouvement sur l'unique engagement de soutenir la campagne électorale de Mélenchon à la présidentielle. Ils se voient ensuite proposer de participer à l'écriture du programme, sous la forme de contributions en ligne synthétisées par des rapporteurs, puis au choix des candidat-e-s présenté-e-s par la FI aux élections législatives qui suivent de peu les présidentielles. Comme chez Podemos, la forme « parti » est critiquée comme périmée et incapable de relever le défi de la crise démocratique actuelle. La forme ouverte et lâche de la FI est revendiquée comme un élément facilitateur pour regrouper autour de la figure de Jean-Luc Mélenchon les citoyens mécontents qui ne veulent plus se soumettre à la « classe politique » française qui dirige la V^e République et à ses dérives. Cependant les postes clés de direction et d'animation de la campagne sont confiés à des proches de Mélenchon, quasiment tous membres du PG par ailleurs. Aujourd'hui, près de 400 000 personnes ont signé une déclaration de soutien en ligne. Le candidat revendique officiellement 125 000 membres investis dans les groupes d'appui. Dans les faits, on peut estimer à 15 000 personnes environ le nombre de militant-e-s actif/ves qui font campagne dans le cadre de France Insoumise.

Un programme sur le thème de la rupture et du renouveau

Le programme l'Avenir en Commun a été adopté en octobre 2016 lors d'une convention réunissant 1

000 personnes, dont les deux tiers avaient été tirées au sort. La volonté affichée de prendre en compte la participation des nouveaux Insoumis à sa rédaction n'empêche pas de retrouver logiquement l'influence du programme du FDG de 2012, ainsi que les thèses du PG sur l'écosocialisme et la stratégie d'un plan B pour l'Union Européenne. Quatre idées fortes ressortent de l'ensemble des mesures dans la communication de campagne : le passage à la VI^e République, la sortie des traités européens, la planification écologique et l'indépendantisme français.

La FI revendique « l'abolition de la monarchie présidentielle », en remettant en cause la fonction de président ainsi que celle de la chambre haute (le Sénat). Elle propose, à la suite de l'élection de son candidat, la convocation d'une assemblée constituante comme événement fondateur d'une VI^e république. A l'issue des travaux de rédaction de cette nouvelle constitution qui intégrerait de nouveaux droits universels, Jean-Luc Mélenchon s'engage à démissionner du poste de président et à convoquer de nouvelles élections législatives.

Elle défend également un plan B pour l'Union Européenne si le plan A qui consiste à faire approuver de nouveaux traités européens, sur la base d'une refondation démocratique, sociale et écologique de l'UE, venait à échouer. Jean-Luc Mélenchon dit avoir fait le bilan de l'échec de Syriza au pouvoir en Grèce et être prêt à utiliser tous les moyens de pression dont dispose un pays comme la France, 6^e puissance économique mondiale, pour en finir avec les politiques européennes d'austérité budgétaire, de libre-échange et de destruction des services publics, notamment en réinstaurant un contrôle des capitaux et des marchandises aux frontières si nécessaire. Il s'oppose aussi fermement à la signature des accords CETA et TAFTA soutenue par la Commission Européenne.

Elle prône un modèle de société soutenable d'un point de vue écologique : ne jamais prendre plus à la nature que ce qu'elle peut reconstituer, ni produire plus qu'elle ne peut supporter. Cette « règle verte » au fondement de la transition écologique que Jean-Luc Mélenchon affirme vouloir mettre en œuvre devrait être inscrite dans la nouvelle constitution. Elle implique entre autres la sortie du nucléaire et des énergies carbonées pour atteindre 100% d'énergies renouvelables à l'horizon 2050.

Elle préconise l'indépendance de la France sur le plan militaire et diplomatique, car le pays serait aujourd'hui inféodé à des puissances étrangères. Cette politique passe selon elle par la sortie de l'Otan et la fin du soutien permanent des gouvernements français successifs aux Etats-Unis dans leurs interventions guerrières, mais aussi la fin des accords avec les pétromonarchies du Golfe. En parallèle, il s'agirait de bâtir une nouvelle alliance altermondialiste avec les BRICS.

Une campagne à rebondissements, digne d'une série de Netflix

Les débuts de la campagne de la FI sont assez discrets. Les premiers mois correspondent à la longue mobilisation de rue contre la loi Travail, qui, de mars à juin, allie grèves et manifestations assez importantes au mouvement Nuit Debout qui met clairement en lumière la question de la crise démocratique et institutionnelle en France. Quand, à l'automne, l'échec de la mobilisation devient une réalité tangible, la FI commence alors à être considérée, pour une partie des salarié-e-s qui ont été actifs dans cette bataille, comme un prolongement politique, au moins par défaut, de leur protestation. Cependant, à la gauche du PS, la candidature de Jean-Luc Mélenchon peine à faire l'unité. Ses partenaires dans le FDG n'ont pas apprécié de le voir s'autoproclamer candidat à la présidentielle. Ils n'apprécient pas non plus le dispositif de campagne, qui n'accorde aux partis politiques qui s'engagent aux côtés de Jean-Luc Mélenchon qu'un rôle consultatif et empêche leurs directions de peser sur le programme et la ligne mise en avant.

En plus d'un mode de fonctionnement qui refuse tout pluralisme, certaines sorties médiatiques politiquement problématiques ont un effet repoussoir sur les militant-e-s du PCF et d'E ! : sur les

travailleurs détachés qui « volent le pain » des Français, sur les migrants quand la première idée que le candidat développe est qu'il « n'a jamais été pour la liberté d'installation », sur la guerre en Syrie et sa vision de Bachar El Assad comme un moindre mal face à Daesh ou son refus de reconnaître l'existence d'un impérialisme russe à la manœuvre dans ce conflit. Malgré sa ligne de défense qui a toujours consisté à répondre que ses propos et ses positions étaient déformées pour lui nuire, l'hypothèse selon laquelle Jean-Luc Mélenchon a cherché à attirer l'attention d'électeurs déboussolés tentés par l'abstention ou le vote FN en utilisant des mots clés susceptibles de les interpeller ne peut pas être totalement écartée.

A la fin de l'automne, alors qu'aucune alternative plus unitaire n'est envisageable, le PCF et E ! finissent par soutenir officiellement Jean-Luc Mélenchon, mais sans intégrer la FI. Après l'annonce surprise de la décision de Hollande de ne pas se représenter, le débat politique est focalisé sur les « primaires de la gauche », que Mélenchon décide de boycotter malgré des invitations répétées de la direction du PS. Plus de deux millions de personnes votent et placent, de façon inattendue, Benoit Hamon en tête au second tour, éliminant ainsi l'ex premier ministre Manuel Valls qui était favori. Comme si l'on assistait à une revanche de la base électorale du PS, c'est alors son courant le plus à gauche qui l'emporte contre la personne qui symbolise la ligne la plus libérale, autoritaire et sécuritaire du parti et incarne le mieux le bilan désastreux du mandat du président en exercice.

Débute alors une période difficile pour Jean-Luc Mélenchon, dont la candidature passe pour la première fois sous la barre des 10% dans les sondages. Les appels à l'unité et autres pétitions se multiplient pour lui demander de se ranger derrière Hamon et permettre ainsi une victoire de la gauche. En effet, la campagne de la FI avait été profilée pour batailler face à Hollande et appeler à sanctionner son bilan en votant Mélenchon, ce qui perd sensiblement de son sens face à Hamon qui représente déjà une ligne critique du mandat Hollande. Le candidat du PS démontre de surcroît qu'il est plus à même de symboliser l'unité à gauche en ralliant le candidat des Verts, Yannick Jadot, à sa cause. Refusant tout débat et toute confrontation publique avec Hamon sur leurs convergences et leurs désaccords, Mélenchon finit par passer un pacte de non agression avec lui. Deux facteurs, l'un externe à sa campagne, l'autre interne, lui permettent de sortir par le haut de cette mauvaise passe alors que ses difficultés tactiques face au candidat du PS auraient pu aboutir à sa marginalisation définitive dans la course à la présidence. Le premier facteur est la pression exercée par la candidature d'Emmanuel Macron, ancien ministre des finances de Hollande, sur la candidature officielle du PS. Les annonces de ralliement de cadres dirigeants du parti se multiplient, jusqu'à ce que Manuel Valls lui-même fasse savoir publiquement qu'il votera pour ce candidat néolibéral qui prétend effacer le clivage gauche/droite plutôt que pour Hamon. Ce dernier apparaît de moins en moins en mesure de rassembler son propre parti, où la majorité de l'appareil ne le soutient pas réellement, ce qui pose problème pour quelqu'un qui prétend rassembler toute la gauche.

En parallèle, la stratégie médiatique de la campagne de la FI commence à payer. La responsable de la communication, Sophia Chikirou, dit avoir tiré les enseignements des campagnes de Podemos et de Bernie Sanders en allant les observer de près. Elle pousse Mélenchon à contourner les grands media traditionnels et à investir le web. Il devient alors le candidat le plus présent et de loin le plus suivi sur sa chaîne youtube et sur facebook et twitter, et reprend des codes de la culture geek pour s'assurer le soutien d'un réseau très actif de cybermilitant-e-s et de la jeunesse en général : intervention sur le forum jeuxvidéos.com, émissions webtv, meeting avec son hologramme, version de son programme en bande dessinée et enfin, création d'un jeu vidéo en ligne, Fiscal Kombat, dont il est le héros. Si bien qu'aujourd'hui, Jean-Luc Mélenchon arrive premier dans les intentions de vote des 18-24 ans à 29%, et détrône Marine Le Pen.

La percée actuelle de Jean-Luc Mélenchon s'effectue en deux temps, en lien avec les deux grands débats TV confrontant les candidat-e-s fin mars et début avril. Le premier a lieu quelques jours seulement après une manifestation de la FI pour la VI^e République suivie d'un meeting place de la

Bastille qui réunit officiellement 120 000 personnes (autour de 70 000 personnes au minimum dans tous les cas). Mélenchon y apparaît comme beaucoup plus convaincant que Hamon, si ce n'est le plus convaincant du débat. Le candidat du PS commence alors sa chute, qui ne fait que se confirmer à l'issue du second débat. Les sorties offensives et talentueuses des candidat-e-s d'extrême gauche, Natalie Artaud pour Lutte ouvrière (LO) et Philippe Poutou pour le NPA, contre le candidat de la droite conservatrice François Fillon et du FN Marine Le Pen tous deux mis en cause dans des affaires judiciaires pour fraude, mais aussi contre Macron accusé de ne rien connaître au quotidien des salarié-e-s ordinaires, bénéficient à Jean-Luc Mélenchon qui se concentre sur la dimension de renouvellement politique de son programme et ressort de la confrontation comme le vote utile à gauche parmi les « grands candidat-e-s ». Au-delà même de la gauche, il exerce un pouvoir d'attraction chez d'anciens électeurs de droite séduits par son intégrité et son dédagisme interprété comme une promesse d'en finir avec un système qui ne profiterait aujourd'hui qu'à la « classe politique » et à « l'oligarchie ». Il se retrouve ainsi à dix jours de l'élection en troisième position à égalité avec Fillon et l'hypothèse de son accession au second tour, voire de sa victoire face à Le Pen, devient contre toute attente un scénario envisageable.

Où va la France Insoumise ?

Qu'un candidat issu de la gauche radicale puisse incarner la figure du recours dans une élection présidentielle interroge. En effet, le niveau de conflictualité et de mobilisation sociales en France n'est pas comparable à celui qu'ont connu la Grèce ou l'Espagne. De plus, la dynamique de la campagne de la FI n'est pas sensiblement plus forte que celle du FDG en 2012. La rigidité organisationnelle de son cadre, peu démocratique au demeurant, est par ailleurs un frein à l'élargissement à d'autres courants politiques mais aussi à l'investissement d'équipes militantes issues du mouvement social et syndical. Mais cette limite est en partie compensée par l'efficacité de la campagne agressive menée sur le web. D'autre part, l'atténuation des codes traditionnels de la gauche et de la lutte des classes au profit d'un signifiant beaucoup plus flou et ambigu comme le « peuple » est une réponse discutable à la conjoncture politique actuelle, dans laquelle la majorité de la population française est en perte de repères politiques, prise dans un processus de désaffiliation sans doute irréversible par rapport aux anciens partis de gouvernement. Mais une réponse qui pourrait porter ses fruits, au moins électoralement, pour gagner face aux trois autres candidats dont les faiblesses sont nombreuses et qui inspirent chacun-e de la répugnance à un nombre important d'électeurs. Par contraste, Jean-Luc Mélenchon, personnalité clivante jusque là, a adopté récemment la posture lisse et rassurante du pédagogue et du potentiel père fondateur d'un nouveau régime. La classe dirigeante ne s'y est pas trompé et commence à alimenter contre lui une campagne médiatique de diabolisation.

Depuis qu'il monte dans les sondages, l'évolution positive de son discours sur l'immigration est notable (proposition d'une loi de régularisation massive, minute de silence pour les milliers de migrants morts lors du meeting de Marseille). A-t-il pris en compte le positionnement de Hamon, qui a gagné les primaires sur un discours clairement favorable à l'accueil des migrants ? A-t-il pris confiance par rapport à l'hypothèque Le Pen qui le poussait à se censurer sur ce sujet ? Même sa position sur la Syrie, si elle reste problématique, se veut plus nuancée et équilibrée.

Plusieurs problèmes restent bien sûr présents, à commencer par la ligne sociale-chauvine de la FI, globalement aveugle à l'impérialisme français et incapable de penser la place des étrangers résidents dans le pays dans son projet, autrement que par une approche assimilationniste traditionnelle de l'idéologie républicaine qui voit dans la France l'incarnation de l'universalisme. La stratégie de transformation sociale de révolution par les urnes laisse aussi perplexe, tant on peut s'attendre à une réaction violente de la part de la bourgeoisie pour conserver son pouvoir et ses

privilèges. Mais dans le contexte actuel, l'espoir d'un pas en avant par la prise du pouvoir de la FI et de la possibilité de l'ouverture d'une phase de radicalisation par la suite apparaît comme plus mobilisateur pour les masses que les mises en garde abstraites des possibles trahisons à venir de Jean-Luc Mélenchon une fois président. C'est pourquoi la tâche de l'heure est de tout faire pour que le scénario imprévu de la victoire de la France Insoumise se réalise.

Grégory Bekhtari
